
Signez en solidarité ! Wildlife Works doit QUITTER le territoire du peuple Ka'apor, au Brésil !

La société américaine Wildlife Works souhaite utiliser la forêt tropicale du peuple Ka'apor au Brésil pour vendre des crédits carbone. Elle méprise le rejet exprimé par le Conseil des autochtones, qui refusent cette marchandisation, et crée des conflits internes en pénétrant sur leur territoire.

Soutenez cette pétition pour que les autorités interdisent à la société d'intervenir sur le territoire autochtone d'Alto Turiaçu.

Lisez la pétition ci-dessous. Signez [ici](#) en tant qu'organisation. Signez [ici](#) en tant qu'individu.

À la Ministre des peuples autochtones, à la Présidente de la FUNAI et à la Rapporteuse Spéciale du Ministère public fédéral brésilien sur les peuples indigènes et les minorités

Madame la Ministre,
Madame la Présidente,
Madame la Rapporteuse Spéciale,

Depuis deux ans, les dirigeants du Tuxa Ta Pame, le Conseil du peuple autochtone Ka'apor, dénoncent auprès du ministère public fédéral (MPF) et de la Fondation nationale pour l'Indien (FUNAI) des violations de leurs droits sur leur territoire dans l'État du Maranhão par la société Wildlife Works. Selon les plaintes, l'entreprise américaine souhaite mener un projet visant à générer des crédits carbone sur les terres autochtones d'Alto Turiaçu, dans la région amazonienne, en violation des lois nationales et internationales.

En janvier 2024, le Conseil autochtone Ka'apor a officiellement informé l'entreprise par courrier qu'il n'acceptait pas la présence de personnes étrangères sur son territoire, venues dans le cadre du projet de crédits carbone, et qu'il exigeait leur départ immédiat et l'arrêt de toutes les activités.

Wildlife Works n'a pas obtenu le consentement libre, préalable et éclairé des Ka'apor pour ce projet, comme l'exige la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) des Nations unies, ratifiée par le Brésil.

Malgré tout cela, l'entreprise ignore les décisions des chefs autochtones et organise des réunions et autres rassemblements dans différents villages de la région. Les activités et les promesses de Wildlife Works sont également source de conflits entre les Ka'apor, rendant encore plus vulnérable cette région qui souffre depuis des décennies de l'invasion de bûcherons, de braconniers et d'éleveurs de bétail.

Wildlife Works a pénétré sur le territoire indigène des Ka'apor alors que l'entreprise n'était même pas encore enregistrée au Brésil, ce qui est illégal.

Compte tenu de la détérioration de la situation, le Tuxa Ta Pame a déposé une plainte contre Wildlife

Works devant la Cour fédérale de justice, la FUNAI et le gouvernement fédéral en octobre 2024. Le Conseil autochtone a exigé l'arrêt de toutes les activités de l'entreprise à Alto Turiaçu ainsi que la mise en place d'actions d'inspection et de contrôle sur leur territoire, afin d'empêcher l'entrée d'entreprises nationales et/ou étrangères qui promeuvent le commerce des crédits carbone, d'autant plus qu'il n'existe aucune norme en la matière au Brésil.

Nous vous demandons de prendre des mesures urgentes pour empêcher l'entreprise de pénétrer sur les terres autochtones des Ka'apor et de continuer à violer leurs droits.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Madame la Présidente, Madame la Rapporteuse Spéciale, notre haute considération.